

EFS Nouvelle Aquitaine

MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA REHABILITATION DU LABO IH-DEL DU SITE DE BORDEAUX PELLEGRIN

605

DCE

Cahier des Clauses Techniques Particulières

LOT 09

Peinture

MAITRE
D'OUVRAGE

MAITRISE D'ŒUVRE

Architecte
(Mandataire)

BET Fluides
(Cotraitant)

BET VRD
(Cotraitant)

OPC
(Cotraitant)



Enora Park-Bâtiment 4
198 avenue du Haut Lévêque
CS 20020
33615 PESSAC CEDEX



CABINET ROZEN

38 rue Schweighaeuser
F-67000 STRASBOURG
GSM : +33 686 076 342



FAURE QEI

20 rue Massenet
F-38400 St MARTIN D'HERES
Tél. : +33 4 76 92 81 00



CABINET YANN GUÉNOLÉ
GÉOMÈTRES - EXPERTS

245 avenue Louis Barthou
F-33200 BORDEAUX
Tél. : +33 5 56 08 59 22



EMERSION
Engineering

161 chemin de Couhins
F-33140 VILLENAVE-D'ORNON
GSM : +33 6 72 93 70 54

REVISION DU DOCUMENT

Indice	Date	Pages	Objet	Etabli	Contrôlé	Approuvé
				Nom - Visa	Nom - Visa	Nom - Visa
A	19/09/2024	Toutes	Emission initiale	S. ROZEN	S. ROZEN	S. ROZEN
B	21/10/2024	Toutes	Mise à jour	S. ROZEN	S. ROZEN	S. ROZEN

APPROBATION CLIENT

Nom	Date	Visa

Ce rapport ne pourra être reproduit et diffusé que sous sa forme intégrale.

SOMMAIRE

1. Présentation du projet.....	4
1.1 Contexte.....	4
1.2 Objet du présent document	4
1.2.1 Préambule	5
1.2.2 Normes, règlements et DTU	5
1.2.3 Connaissance des lieux	6
1.2.4 Prix & prestations	6
1.2.5 Caractère forfaitaire du marché.....	7
1.2.6 Etudes d'exécution.....	7
1.2.7 Exécutions.....	7
1.2.8 Contrôle technique	8
1.2.9 Sécurité & protection de la Santé.....	8
1.2.10 L'enlèvement des déchets de chantier et des gravois	8
1.2.10.1 Rédaction du plan de gestion des déchets :	8
1.2.10.2 Mise en décharge des déchets et conditions d'élimination	9
1.2.10.3 Classification des déchets particuliers.....	9
1.2.10.3.1 Déchets amiantés et plombés	9
1.2.10.3.2 Gestion et destination finale des déchets (traçabilité).....	9
1.2.10.3.3 Classification des déchets	9
1.2.10.4 Zone de regroupement des matériaux sur le site.....	11
1.2.11 Dommages divers.....	11
1.2.12 Démarches administratives	11
1.2.13 Dossier des ouvrages Exécutés	11
1.2.14 Prescriptions techniques particulières	11
1.2.14.1 Réception des supports	11
1.2.14.2 Provenance et qualité des matériaux	12
1.2.15 Conditions d'exécution des travaux de mise en place des bâtiments	12
1.2.15.1 Salissures des voies extérieures.....	12
1.2.15.2 Exploitation du site	13
1.2.15.3 Tracé d'implantation	13
1.2.15.4 Protection des ouvrages.....	13
1.2.15.5 Nettoyage des ouvrages	13
1.2.15.6 Remise en état des lieux	13
1.2.16 Qualité des matériaux et des produits	13
1.2.16.1 Emploi des produits	13
1.2.16.2 Définition du degré de brillant.....	13
1.2.16.3 Finitions.....	13
1.2.16.4 Peintures spéciales	14
1.2.16.5 Revêtements muraux	14
1.2.16.6 Tenue des produits.....	14
2. Autorisation administrative	14
3. Liste des documents	14
4. Limite de prestations.....	15
4.1 Travaux non compris au présent lot.....	15
4.2 Travaux compris au présent lot	15

5.	<i>Etendue des travaux</i>	15
5.1	Réception des supports	15
5.1.1	Prescriptions de mise en œuvre	15
5.1.2	Choix des teintes	15
5.1.3	Débullage des ouvrages béton recevant un revêtement de peinture	16
5.1.4	Impressions	16
5.1.5	Préparation des subjectiles	16
5.1.6	Raccords de finition	16
5.1.7	Qualité de l'exécution	16
5.2	Peinture	17
5.2.1	Protections avant mise en œuvre	17
5.2.2	Peinture bureaux	18
5.2.2.1	Cloisons	18
5.2.2.2	Plafonds	18
5.2.2.3	Portes, trappes et huisseries sur supports neufs	18
5.2.2.4	Portes et huisseries sur supports existants	18
5.2.3	Peinture technique	18
5.2.3.1	Cloisons	18
5.2.3.2	Plafonds	18
5.2.3.3	Portes, trappes et huisseries sur supports neufs	19
5.2.3.4	Portes et huisseries sur supports existants	19
5.3	Nettoyage	19

1. PRESENTATION DU PROJET

1.1 CONTEXTE

L'Etablissement Français du Sang (EFS) Nouvelle Aquitaine projette le réaménagement des locaux existants sur le site Bordeaux Pellegrin. L'objectif est la réhabilitation du labo IH, du labo de Délivrance de produits PSL, de l'accueil visiteur, des locaux tertiaires et de l'accès du laboratoire (livraison et expédition) situés au niveau RDC du site Bordeaux Pellegrin de l'EFS Nouvelle Aquitaine.

L'aménagement des locaux s'organise suivant quatre axes principaux, à savoir :

- Amélioration de l'accès latéral (accès coursiers)
- Amélioration de la qualité thermique de la façade et le désamiantage (dépose des murs rideaux)
- Réaménagement des locaux du rez-de-chaussée suite à la mise à disposition de diverses zones supplémentaires, à la modernisation et la mise aux normes des espaces de travail, agencement de bureaux
- Création d'un accès donneurs accessible depuis le domaine public

Lieu de l'exécution : EFS Bordeaux Pellegrin - Place Amélie-Raba-Léon F-33000 BORDEAUX



Vue aérienne du site de Bordeaux Pellegrin de l'EFS – échelle 1/2000

1.2 OBJET DU PRESENT DOCUMENT

Le présent document a pour but de définir les données d'entrées, la nature et les conditions techniques d'exécution des prestations du présent lot. Le présent document établit une liste de travaux neufs et modificatifs, ainsi que les vérifications à mettre en œuvre pour permettre la réalisation des nouvelles infrastructures, l'adaptation des existantes à prévoir pour l'implantation des nouveaux matériels.

L'accès au chantier se fait par la passerelle à l'Est du bâtiment. La base de vie sera située sur le parking Donneurs au Sud du Bâtiment.

Les interventions seront définies, selon les phases et les zones de chantier. Des protections seront mises en place pour permettre à l'établissement de maintenir son activité. Le tout sera déposé pour une restitution des lieux à l'identique et en état de propreté en fin de chantier.

1.2.1 Préambule

L'entreprise retenue possèdera les qualifications O.P.Q.C.B. demandées et aura été agréée par le Maître d'Œuvre. Les entreprises devront produire les photocopies de leur carte de qualification professionnelle et de leurs polices d'assurance obligatoire.

Dans le présent C.C.T.P., le Maître d'Œuvre s'est efforcé de renseigner les entrepreneurs sur la nature des travaux à exécuter, ainsi que leur nombre, dimensions et emplacement, mais il convient de signaler que cette description n'a pas de caractère limitatif et que chaque soumissionnaire devra exécuter, comme étant compris dans son prix sans exception ni réserve, tous les travaux de son lot concernant la construction projetée, qui seraient nécessaires au complet et parfait achèvement des travaux dont il est chargé. En conséquence, les entrepreneurs ne pourront jamais arguer que des erreurs ou omissions aux plans puissent les dispenser d'exécuter tous les travaux de leurs corps d'état ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

L'entrepreneur pourra, à tout moment, proposer des modifications aux travaux définis par son marché lorsqu'il estimera que ces modifications seraient susceptibles d'améliorer l'économie générale du projet ou la marche du chantier. A ce sujet, il fournira tous les renseignements et dessins justificatifs et précisera également les répercussions possibles sur les autres corps d'état, afin que le Maître d'Œuvre puisse statuer. En aucun cas, même approuvées par le Maître d'Œuvre, ces modifications proposées ne pourront servir de base ou de motif de modification du forfait du marché. Chacun d'eux devra signaler au Maître d'Œuvre, pour la part qui le concerne, les dispositions qui ne lui paraissent pas en rapport avec la solidité ou la conservation des ouvrages, l'usage auquel ils sont destinés ou l'observation des règles de l'Art. De toute manière, pour un entrepreneur, le fait d'exécuter sans rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'Œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité d'entrepreneur.

L'entrepreneur ne saurait se prévaloir, postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrains d'implantation des ouvrages, non plus que de tous les éléments locaux, tels que : moyens d'accès, restriction des zones de stockage et des circulations, conditions climatiques en relation avec l'exécution des travaux.

1.2.2 Normes, règlements et DTU

Tous les travaux seront exécutés suivant les prescriptions des normes en vigueur publiées par l'AFNOR. L'entrepreneur est donc tenu de se conformer obligatoirement :

- Plans de prévention et de sécurisation spécifiques de l'EFS Nouvelle Aquitaine
- Code du travail,
- D.T.U
- Règles de calcul : les calculs d'exécution seront constants, conformément aux règles en vigueur à la date de remise des offres :
- Documents publiés dans les annales de l'I.T.B.T.P.,
- Recommandations des bureaux de contrôle et des divers organismes agréés ou professionnels.
- Prescriptions techniques.
- Arrêté du 8 octobre 1987 relatif au contrôle périodique des installations d'aération et d'assainissement des locaux de travail,
- Normes AFNOR ou celles substituées par celles de la commission européenne,
- Agréments et avis du C.S.T.B,
- Eurocodes,
- Normes Françaises homologuées (NF),
 - NF P 03-001
 - NF C15-100
 - NF C 15-103
 - NF C13-100
- Recommandations de l'AFE (Agence Française de l'Eclairage)
- DTU N° 26-2 Cahier des charges applicables aux chapes et dalles
- DTU 59.1 Travaux de peinture des bâtiments d'octobre 1994 et amendement d'octobre 2000

- DTU 59.3 Peinture de sols de mai 1993 et amendement d'octobre 2000
- DTU 59.4 Mise en œuvre des papiers peints et des revêtements muraux de février 1998 et fascicule de mars 1998
- Prescriptions techniques du CSTB 1368, 1369, 1370 suivant le cas :
 - Utilisation des mortiers-colles
 - Les produits de ragréage
- RT 2012 rénovation
- Aux lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la démolition et l'utilisation de matériels spécifiques
- Aux lois, arrêtés et décrets en vigueur concernant la gestion des déchets et la protection de l'environnement (liste non exhaustive) : o Loi N° 75 633 du 15/07/1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- Décret du 19/08/1977 sur les déchets générateurs de nuisances, Arrêté du 04/01/1985 suivi des déchets,
- Loi N° 88 1261 du 30/12/1988 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- Circulaire du 28/12/1990 et arrêtés préfectoraux sur Etude déchets,
- Règlement sanitaire départemental,
- Aux C.C.T.G.
- Aux Cahiers des Charges des Compagnies Concessionnaires (Eau, E.D.F., Voiries, égouts, P & T, G.D.F.) etc.
- A la Charte « PERIDEL » de l'EFS
- Aux Bonnes Pratiques Transfusionnelles suivant l'article L.1222-12 du code de la santé publique,

Cette liste n'est pas exhaustive. Elle se veut être un résumé des principaux textes.

Les documents cités ci-avant sont réputés connus par les entreprises de tous les corps d'état et leurs dispositions tenues pour contractuelles dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires aux stipulations contenues dans les documents d'ordre particulier. Inversement, toute fourniture ou prestation complémentaire découlant de l'observation des normes ou des règles susvisées, par rapport aux prévisions faites dans les descriptifs, ne pourra ouvrir droit à supplément.

1.2.3 Connaissance des lieux

L'entrepreneur prendra connaissance des lieux ; le fait de soumissionner en est considéré comme la confirmation. Par exemple, pour les difficultés d'approvisionnement, d'accès, de grutage, d'installation de chantier, ... Toutes anomalies entre l'état des existants et les travaux à exécuter devront être signalées au Maître d'Œuvre lors de la remise de la proposition de l'entreprise. L'entrepreneur ne pourra arguer après remise de son prix, en cours de travaux, aucune réserve et mauvaise connaissance des lieux et ne pourra pas justifier une quelconque plus-value.

1.2.4 Prix & prestations

L'entrepreneur inclura notamment dans son prix forfaitaire :

- L'ensemble des contraintes du site et des obligations / règles / dispositions à tenir - Cadre Général Prescriptions Communes, sans que celles-ci soient limitatives,
- Les fournitures en totalité, y compris celles des accessoires et des organes de fonctionnement et de sécurité,
- Les emballages,
- Le transport à pied d'œuvre,
- Les manutentions,
- Les montages,
- Les coltinages à tous niveaux,
- Les fixations,
- Les réglages,
- Les ajustages,
- Les dégraissages, etc.

Les prestations accessoires à ces ouvrages telles que :

- Les protections de leur ouvrage propre,
- Les protections des ouvrages réalisés par les autres corps d'état, lors de leur intervention
- Le nettoyage en cours et en fin de travaux, l'enlèvement de tous débris aux décharges publiques.

Dans le cas où des ouvrages décrits au présent devis diffèreraient du C.C.T.P. de par leur conception, l'entrepreneur se conformera toujours à l'esprit de ces documents quant à la qualité et à la mise en œuvre des matériaux.

1.2.5 Caractère forfaitaire du marché

Il est rappelé que les devis descriptifs, ont pour objet de développer et de préciser les indications des plans concernant les ouvrages que l'entrepreneur s'engage à réaliser à prix global et forfaitaire. L'énumération et la description des ouvrages telles qu'elles sont prévues dans le descriptif ne présentent aucun caractère limitatif et l'entrepreneur du présent lot devra le complet et entier achèvement de ses ouvrages, les fournitures et façons accessoires indispensables à cet achèvement et au parfait fonctionnement des installations projetées et traitées à forfait. Le devis quantitatif et estimatif de l'entrepreneur accompagnant la soumission générale, devra être conforme au devis quantitatif fourni à l'appel d'offres et en suivre rigoureusement son ordre de présentation par chapitre et article, ces articles devant être détaillés par prix unitaire d'ouvrage élémentaire.

1.2.6 Etudes d'exécution

L'entreprise établira tous dessins de détails et épures d'atelier de toutes les parties d'ouvrage à construire d'après le projet d'ensemble dressé par l'architecte. Ces plans d'atelier seront cotés et indiqueront l'ensemble des informations nécessaires et suffisantes à la bonne compréhension du dossier technique. Ils seront présentés au bureau de contrôle (BC), au maître d'Œuvre et au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (CSPS) le cas échéant pour avis, préalablement à toute exécution. Tous les plans d'exécution devront faire l'objet de l'approbation du Maître d'Œuvre avant le lancement des fabrications. Le droit est laissé au Maître d'Œuvre de refuser les ouvrages réalisés sans approbation de plans. La gamme de produit devra faire l'objet d'un avis technique favorable du CSTB. La référence, les caractéristiques mécaniques et de tenue au feu des matériaux devront être présentées au BC pour validation.

1.2.7 Exécutions

Dans les descriptifs par lots séparés, du présent C.C.T.P., l'entrepreneur est renseigné sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre, leurs dimensions et leurs emplacements mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif et que les soumissionnaires devront exécuter comme étant compris dans leur prix, sans exception ni réserve, tous les travaux nécessaires et indispensables pour l'achèvement complet de leur lot. Dans le cas de contradictions entre les plans et les descriptifs, l'entrepreneur est tenu de les signaler au Maître d'Œuvre via la plateforme de dématérialisation PLACE avant remise de son offre, lequel lui communiquera ses décisions par écrit. Au cas où ces contradictions ne se révéleraient qu'après remise des soumissions, le Maître d'Œuvre pourra exiger la solution la plus onéreuse figurant soit aux plans, soit aux descriptifs. Cette clause sera appliquée par le calcul éventuel des travaux supplémentaires ou déductions, provenant de ces contradictions.

Avant toute exécution, chaque entrepreneur vérifiera toutes les cotes des dessins qui lui seront remis, ainsi que toutes les dispositions particulières aux plans pouvant influencer ses travaux (aplomb, décrochements, alignements et autres). Il provoquera en temps utile, la remise de tous renseignements complémentaires. Faute par lui de se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution ainsi que des conséquences en résultant. Les entrepreneurs ne pourront donc jamais arguer que des erreurs ou omissions aux plans et devis puissent les dispenser d'exécuter tous les travaux de leur corps d'état ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

De toute manière, le fait pour un entrepreneur d'exécuter, sans en rien changer, les prescriptions du présent devis descriptif, ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur. L'entrepreneur se conformera aux rectifications que le Maître d'Œuvre jugera utile d'apporter à ces dessins et calculs et en tiendra compte dans l'exécution qui devra respecter scrupuleusement les dessins approuvés.

1.2.8 Contrôle technique

Le projet est suivi par un Bureau de Contrôle Technique (BTC) :

SOCOTEC

Agence BORDEAUX

Domaine du Millénium

3 Impasse Henry le Chatelier

33692 MERIGNAC CEDEX

Représenté par : **Benjamin HUET**

Chargé d'Affaires Sécurité Incendie & Electricité

Tél : +33 (0)5 57 29 06 41 / +33 (0)6 24 80 38 96

L'entrepreneur prendra en compte les remarques et avis formulés par le BTC dans le rapport initial de contrôle technique (RICT).

1.2.9 Sécurité & protection de la Santé

L'entrepreneur, dans l'élaboration de sa proposition, tiendra compte des frais inhérents aux équipements d'intérêt commun et à la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité pour la protection de la santé conformément à la loi 93.14.18 du 31/12/93, du décret d'application 94.11.59 du 26/12.94 et de l'arrêté du 7/3/1995.

Le projet est suivi par un Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) :

BUREAU VERITAS

Agence PESSAC

Cœur Bersol - Bâtiment A

30 avenue Gustave Eiffel

33610 PESSAC

Représenté par : **Augustin BAS**

Coordonnateur SPS

Tél : +33 (0)6 07 72 91 07

L'entrepreneur prendra en compte les remarques et avis formulés par le CSPS dans les documents suivants : **14702254_1-821FX5J PGC Rev4 2024-10-07**.

Les travaux ont lieu au RDC mais le bâtiment accueille du personnel aux étages inférieurs et supérieurs durant toute la durée des travaux. L'accès aux cages d'escalier doit être maintenu durant toute la durée du chantier pour l'évacuation en cas d'incendie : les protections de chantier seront adaptées pour ne pas faire obstacle à la bonne évacuation des locaux.

De plus, afin de permettre le maintien de l'activité du site durant les travaux, les travaux n'impacteront pas plus d'une cage d'escalier à la fois conformément au phasage des travaux.

1.2.10 L'enlèvement des déchets de chantier et des gravais

Chaque lot est responsable de l'évacuation à la décharge publique et du tri des matériaux issus des démolitions, films, palettes et autres résidus de chantier. Aucune benne commune ne sera mise à disposition. Chaque lot est responsable de la mise à la benne de ses déchets de chantier avec obligation de nettoyage quotidien. En cas de non-participation aux opérations de débarrassage et de nettoyage quotidien, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de mettre en demeure les entreprises contrevenantes. Si à l'issue d'un délai de sept jours calendaires, les opérations de débarrassage et de nettoyage demeurent ineffectuées, le MOA fera appel à l'intervention d'une entreprise tierce. Les frais de débarrassage et de nettoyage seront directement déduits de la situation et du décompte final des entreprises contrevenantes.

1.2.10.1 Rédaction du plan de gestion des déchets :

L'entrepreneur établit avant intervention un plan de démolition comprenant :

- a) Plan des ouvrages démolis
- b) Définition des zones d'implantation des bennes avec classification

c) La classification des déchets de chantiers prenant en compte la catégorie des déchets selon la nomenclature des déchets (JO du 11 novembre 1997) et, si possible, les filières matériaux ;

Lors de l'examen des filières d'élimination, il faudra privilégier celles permettant une valorisation. Les débouchés devront être, dans la mesure du possible, locaux.

1.2.10.2 Mise en décharge des déchets et conditions d'élimination

Tous les articles définis ci-après comprennent de la prise en charge des locaux jusqu'au traitement final des déchets y compris l'affranchissement des droits de décharge éventuels. Tous les gravats des travaux de démolitions ci-après, seront triés, sortis de la construction, chargés sur camion et transportés dans une décharge agréée par le Maître d'ouvrage. L'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires à la sauvegarde des ouvrages conservés.

1.2.10.3 Classification des déchets particuliers

1.2.10.3.1 Déchets amiantés et plombés

Le diagnostic amiante avant travaux a été réalisé par la société :

BUREAU VERITAS EXPLOITATION SAS

Agence PESSAC

BAT A - 30 avenue Gustave Eiffel

33600 PESSAC

(Voir dossier : 03_Divers/07. Amiante DAT)

L'entrepreneur prendra en compte les informations, remarques et prescriptions de mise en œuvre formulées dans les documents DAT.

DIAG plomb : Non réalisé.

1.2.10.3.2 Gestion et destination finale des déchets (traçabilité)

Le tri et la collecte sélective demandés sur ce chantier sont organisés par l'entreprise en fonction de la nature des déchets et de leur catégorie. Un complément de tri est effectué pour certains déchets après leur dépose et stockage dans les bennes appropriées. Ainsi l'entrepreneur installe sur le chantier dans l'aire de stockage, le nombre de bennes nécessaires aux différentes familles de déchets et selon les débouchés de chaque matériau, suivant le schéma de principe ci-après.

1.2.10.3.3 Classification des déchets

- Actuellement, il existe trois classes de centre d'enfouissement technique :
 - Classe I pour les déchets spéciaux (amiante, goudrons, bois traités etc...)
 - Classe II pour les déchets ménagers et assimilés (en particulier déchets de chantier non triés)
 - Classe III pour les déchets inertes (produits naturels ou manufacturés : béton, céramique, terre cuite, verre ordinaire etc...)
- Selon les textes réglementaires, les déchets des bâtiments sont classés en 3 catégories distinctes :
 - Les Déchets Inertes (DI) : ce sont des déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage. Ce sont des produits naturels ou manufacturés. Les déchets inertes sont destinés soit au recyclage soit au stockage en centre d'enfouissement de classe III. Concernant la présente opération, ils sont dirigés vers un centre de stockage de classe 3.
 - Les Déchets Industriels Banals (DIB) : ce sont des déchets qui ne présentent pas de caractère dangereux ou toxiques et qui ne sont pas inertes. Ce sont soit des déchets mono-matériau (bois non traité, métaux, plâtre, bitume etc ...), soit des matériaux composites, des produits associés à du plâtre, les matériaux fibreux (sauf amiante), le verre traité, le plastique etc. Les DIB doivent être dirigés soit vers des circuits de réemploi, de recyclage, récupération, valorisation, soit vers des incinérateurs, soit en centre d'enfouissement de classe II. Afin de limiter le nombre de rotations, l'entreprise peut prévoir le broyage des DIB avant le remplissage des bennes.
 - Les Déchets Industriels Spéciaux (DIS) : ce sont des déchets qui contiennent des substances toxiques et nécessitent des traitements spécifiques à leur élimination. Concernant l'amiante ciment, (amiante non friable), se référer au diagnostic amiante avant travaux.



1.2.10.4 Zone de regroupement des matériaux sur le site

L'entreprise doit créer sur le site une zone de regroupement pour l'ensemble des matériaux triés par nature. Cette zone sera balisée à l'aide de clôture de type « Héras ». Chaque zone sera identifiée à l'aide de panneaux : D.I.S, D.I.B., VERRE, FERREUX, ...L'entreprise propose à la Maîtrise d'œuvre un schéma d'organisation et d'installation en phase préparatoire de l'opération. Une zone est réservée au démontage au sol des matériaux issus de la déconstruction (poignées des portes, accessoires divers métalliques, vitres...). L'organisation de la collecte et de l'évacuation des déchets de chantier est un point singulier et particulier que les entreprises devront mettre en œuvre en totale coordination avec la Maîtrise d'ouvrage et les personnels responsables du chantier de l'Etablissement Français du Sang : approvisionnement, évacuation, entreposage,

BENNES	BOIS	PLASTIQUES ET AUTRES	METAUX	VERRE	CLOISONS PLÂTRE - BRIQUES	INERTES
Listes de déchets issus de la déconstruction sélective	Charpente bois, mains courantes, fenêtres, blocs-portes, liège, étanchéité, encadrements bois, plinthes bois	Sols caoutchouc, linoléum, moquette, dalles TP, plomberie PVC, fibralite sous-sol, laine minérales, polystyrène, éléments électricité PVC	Canalisations plomb, canalisations cuivre, couverture, gouttières, descentes EP en zinc	Verre	Plâtre, briques + plâtre, placo	Gravats, béton, carrelage, céramique, graviers
Destination	Usine d'incinération	Centre d'Enfouissement Technique de classe II		Centre d'Enfouissement Technique de classe III	Centre d'Enfouissement Technique de classe II	Granulats pour revente avec extraction des métaux

Schéma d'organisation préconisée de la gestion des déchets

1.2.11 Dommages divers

Les dommages de toutes natures causés par l'entreprise au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution sont à la charge du titulaire.

Les coûts de réparation des dommages matériels seront retenus sur situations ou décomptes mensuels, dès leur constatation et leur évaluation. En complément, le maître d'ouvrage se réserve le droit, dans tous les cas, de demander réparation du préjudice corporel, matériel ou immatériel des dommages qu'il aura subis à l'encontre du titulaire du marché, ou à défaut à ses ayants droits.

1.2.12 Démarches administratives

Dès réception de l'ordre de service, l'entreprise effectuera toutes les démarches administratives nécessaires, en particulier celles relatives à l'emprise du chantier en domaine public. Dans ce cadre, il se conformera aux règles en vigueur. Au titre de l'article R.421-5c du code de l'urbanisme, les travaux sont dispensés de toutes formalités administratives au titre du présent code.

1.2.13 Dossier des ouvrages Exécutés

La fourniture du DOE en nombre d'exemplaires spécifié au CCAP, (tirages papier et reproductible + un jeu de CD format DWG compatible AUTOCAD Version 2023 et en version PDF pour les documents autres que les plans) par l'entreprise, conditionne les réceptions (même partielles) des installations.

L'entreprise doit remettre son Dossier des Ouvrages Exécutés au minimum 3 semaines avant la date prévue des Opérations Préalables à la Réception (O.P.R.).

Le dossier mis à jour et validé par la Maîtrise d'œuvre et le Bureau de contrôle doit être remis dans un délai de 1 mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux.

1.2.14 Prescriptions techniques particulières

1.2.14.1 Réception des supports

Préalablement au démarrage des travaux, l'entrepreneur procède à la réception des éléments qui serviront de support à la mise en œuvre de ses ouvrages. Afin d'éviter ultérieurement les contestations,

l'entrepreneur du présent lot doit réceptionner les supports en présence des autres entreprises et du maître d'œuvre. Faute d'avoir procédé à cette réception, l'entreprise sera tenue pour responsable de toutes les imperfections qui pourront être relevées après l'exécution des revêtements.

1.2.14.2 Provenance et qualité des matériaux

- Les produits employés doivent être d'une marque réputée et soumis à l'agrément du Maître d'œuvre avant toute mise en œuvre.
- Aucun dé-nuancement sur une même surface ne sera toléré. L'Entrepreneur doit donc prévoir à cette fin une livraison par lot adaptée afin de ne pas avoir à recouvrir une surface avec des produits provenant de deux lots différents.
- Les colles devront être parfaitement adaptées aux supports et aux revêtements de finition. Elles devront contenir au minimum 5% de solvant dans tous types de pièces, afin de lutter contre l'humidité.
- L'Entrepreneur réalise la préparation et l'application, conformément aux spécifications imposées dans la documentation du fournisseur et contenues dans l'Avis Technique du C.S.T.B.
- Les travaux prévus au présent marché s'entendent y compris tous ouvrages préparatoires, pour exécution dans les règles de l'Art et les prescriptions de la norme NF P 74-201 et des fabricants.
- Les peintures agréées doivent arriver prêtes à l'emploi sur le chantier dans des emballages fermés et étiquetés, avec les mentions prévues à l'article 3.3 de la norme NF P 74-201.
- Les travaux ne seront jamais exécutés en atmosphère susceptible de donner lieu à des condensations, ni sur des subjectiles gelés ou surchauffés, ni de façon générale, dans des conditions activant le séchage (vent) :
 - En travaux extérieurs, la température ambiante ne sera pas inférieure à + 5° C et l'hygrométrie ne devra pas être supérieure à 75 % H.R.,
 - En travaux intérieurs, les conditions requises sont : température supérieure à + 8° C, hygrométrie inférieure à 60 % H.R.
 - Si certains produits nécessitent des conditions particulières d'application, elles seront précisées dans les documents particuliers du marché.
- Les peintures ainsi que les produits pour rebouchages et enduits doivent être compatibles avec le subjectile à recouvrir et compatibles entre eux. Les couches d'impression doivent être adaptées aux subjectiles. Dans le cas d'ouvrages métalliques livrés avec une couche d'impression ou de protection antirouille appliquée par les entreprises des autres corps d'état, ces dernières doivent obligatoirement soumettre cette préparation, pour accord préalable à l'entreprise du présent lot qui ne pourra se prévaloir par la suite de la mauvaise qualité de cette impression pour réduire en quoi que ce soit la garantie donnée à ses propres travaux. Elle doit en tout état de cause une révision et au besoin une reprise complète des impressions et protections exécutées par les autres entreprises.
- Si des ouvrages destinés à être vitrés sont livrés non imprimés sur le chantier, la couche d'impression des parclofes et des feuillures doit être exécutée avant vitrage. Elle doit être compatible avec le mastic d'étanchéité des vitrages. Lorsque l'entrepreneur doit faire l'impression des menuiseries, il doit s'entendre avec les responsables de ce lot pour exécuter cette impression, soit en usine, soit à l'arrivée sur le chantier, avant pose, et au plus tard dans les six jours.
- L'entreprise doit prévoir dans son prix toutes sujétions pour polychromie, changements de ton, rechampissages.
- Les tons de peinture seront définis par le Maître d'œuvre. Des surfaces témoins de dimensions suffisantes seront soumises à l'agrément du Maître d'œuvre pour chaque ton ou coloris. A la demande de celui-ci, un échantillon de chacun des produits pourra être déposé au bureau de chantier. Il pourra faire l'objet d'un essai à proximité de la surface témoin.

1.2.15 Conditions d'exécution des travaux de mise en place des bâtiments

1.2.15.1 Salissures des voies extérieures

Les salissures des voies extérieures et des voies intérieures au site par les engins et camions sont éliminées en tout premier lieu par des dispositions appropriées prises sur le chantier.

Ces dispositions sont soumises à l'agrément du Maître d'Œuvre. Celles-ci pourront être imposées à l'Entrepreneur défaillant par le Maître d'Œuvre sans que celui-ci puisse demander une quelconque plus-value.

1.2.15.2 Exploitation du site

Les travaux sont réalisés dans un site en exploitation. La priorité sera donc donnée impérativement aux exploitants.

1.2.15.3 Tracé d'implantation

L'entreprise a à sa charge et sous sa seule responsabilité, le respect de l'implantation de ses ouvrages d'après les plans et instructions du Maître d'œuvre.

1.2.15.4 Protection des ouvrages

L'Entrepreneur est tenu de protéger ses ouvrages conformément aux règles de l'art.

1.2.15.5 Nettoyage des ouvrages

Après exécution de ses travaux, l'Entrepreneur doit le nettoyage de ses ouvrages ainsi que l'enlèvement de toutes les projections provenant de ceux-ci.

L'Entrepreneur est tenu, en propre, de ramasser et manutentionner jusqu'à un emplacement extérieur ses propres gravois et cela au fur et à mesure de leur production.

1.2.15.6 Remise en état des lieux

La remise en état des lieux à l'intérieur de l'emprise des travaux est à la charge de l'Entrepreneur du présent corps d'état (espaces verts, voiries, etc.) en fonction du constat des lieux dressé en début de chantier. Il prendra également en charge les dégâts qu'il aura éventuellement causés à l'extérieur de cette emprise.

1.2.16 Qualité des matériaux et des produits

Le choix est lié à la qualité de surface du support. La nature et l'importance des travaux d'apprêt et de peinture à exécuter dépendent à la fois des caractéristiques du support brut et du niveau de finition désirée.

1.2.16.1 Emploi des produits

Les peintures, produits de rebouchage et enduits devront être choisis en fonction de l'exposition des surfaces extérieures et intérieures. L'emploi de peinture intérieure est interdit pour les travaux extérieurs. Les peintures, produits de rebouchage et enduits devront être compatibles avec le support à recouvrir et compatibles entre eux. Les couches d'impression devront être ajustées au support.

1.2.16.2 Définition du degré de brillant

Le degré de brillant est fixé par le maître d'ouvrage en référence aux prescriptions de classement de la norme NF X 08-002 paragraphe 3.11 - Tableau 1, qui donne les valeurs limites indicatives de brillant spéculaire Bs :

- mat : Bs compris entre 0 et 10 ;
- satiné mat : Bs compris entre 10 et 20 ;
- satiné moyen : Bs compris entre 20 et 45 ;
- satiné brillant : Bs compris entre 45 et 60 ;
- brillant : Bs supérieur à 60.

La mesure du brillant spéculaire doit être faite au plus tard dans un délai de trois mois après l'application de la peinture. En l'absence de précision aux marchés, l'aspect satiné retenu sera le "moyen". La perte de brillant spéculaire survenant après ce délai de trois mois ne peut engager la responsabilité de l'entrepreneur de peinture, cette perte étant fonction non seulement de la qualité de la peinture, mais également de la nature du support, des conditions climatiques d'environnement et des conditions d'utilisation des locaux.

1.2.16.3 Finitions

Les peintures utilisées doivent posséder un label NF Environnement.

Pour chaque support les finitions A, B et C sont définies dans le D.T.U., auquel on doit se reporter, mais d'une manière générale on peut considérer

Finition A :

- La planéité finale est satisfaisante. Il aura été procédé aux travaux préparatoires nécessaires.
- De faibles défauts d'aspect sont tolérés.
- L'aspect d'ensemble est uniforme, soit légèrement poché, soit lisse.
- Le rechampissage ne présente pas d'irrégularités (ni détrempe, ni saignement, ni remontées).

Finition B :

- La planéité générale n'est pas modifiée.
- Les altérations accidentelles sont corrigées
- L'aspect est poché
- Quelques défauts d'épiderme et quelques traces d'outils d'application sont admis.

Finition C :

- Le film de peinture couvre le subjectile. Il lui apporte un coloris, mais l'état de finition de surface reflète celui du subjectile.
- Des défauts locaux de pouvoir masquant et de brillance sont tolérés.

1.2.16.4 Peintures spéciales

Les peintures spéciales répondent à des besoins bien déterminés. Elles seront précisées au présent C.C.T.P. Leur composition ne peut donner une mesure précise de leur qualité particulière ou de leur résistance. Elles devront donc être appliquées selon les prescriptions du fabricant. Le Maître d'Œuvre pourra exiger de l'Entrepreneur qu'il lui fournisse tous justificatifs sur leur provenance.

1.2.16.5 Revêtements muraux

Les revêtements muraux devront répondre aux prescriptions des règlements de sécurité. L'entrepreneur est tenu de fournir la preuve que les matériaux utilisés présentent bien la réaction au feu requise par les règlements.

Cette preuve devra être apportée par la présentation de procès-verbaux d'essais effectués par un laboratoire agréé et portant la mention du classement obtenu. En l'absence de tels procès-verbaux, il devra être effectué ces essais aux frais de l'entrepreneur par un laboratoire au choix du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle.

En fin de travaux, l'entrepreneur devra fournir une attestation comme quoi les matériaux posés sont bien ceux faisant l'objet des procès-verbaux d'essais.

Les différents systèmes d'application prévus au présent devis descriptif correspondent aux nouvelles appellations du D.T.U. 59-4.

Pour chaque subjectile les finitions C, B et A sont définies dans le D.T.U., auquel on doit se reporter, mais d'une manière générale on peut considérer :

- La planéité générale initiale n'est pas modifiée.
- Des altérations accidentelles sont corrigées.
- Quelques défauts d'épiderme ou traces d'outils sont admis, ainsi que de légers défauts de verticalité.
- La pose sera faite à partir d'un angle adjacent à la baie d'éclairage naturel d'une pièce, elle est réglée au fil à plomb.
 - La tolérance de pose admissible au niveau des joints ne doit pas excéder 1,5 mm par mètre linéaire en recouvrement pour les papiers peints non vinyliques ou lessivables.
- Il sera admis des irrégularités de découpe et d'arasement.

Le liseré clair au niveau des joints est toléré dans le cas de revêtements de teinte soutenue.

1.2.16.6 Tenue des produits

L'entrepreneur étant tenu à la garantie de ses ouvrages, les peintures qui, à la fin de la période de garantie, auraient éprouvé une altération sensible, provenant de malfaçons ou de mauvaise qualité des produits employés, seront refaites d'une ou plusieurs couches suivant besoin, aux frais de l'entrepreneur. Sont également dus, tous raccords de peinture sur les jeux de menuiserie.

2. AUTORISATION ADMINISTRATIVE

(Voir dossier : 03_Divers/00. Autorisation administrative)

Les travaux ont fait l'objet d'une Déclaration Préalable (DP) n° DP 063 24 Z1314. Un arrêté de non-opposition avec prescriptions a été délivré par la préfecture de la Gironde en date du 07 juin 2024.

3. LISTE DES DOCUMENTS

Les pièces écrites, les pièces graphiques et les pièces annexes sont récapitulées dans le tableau **605_DCE_LST** :

4. LIMITE DE PRESTATIONS

4.1 TRAVAUX NON COMPRIS AU PRESENT LOT

- Voir Liste des interfaces :
- La dépose des cadres d’affichage et de la signalétique du site est à la charge du MOA.
- Les ébrasements, linteaux et tablettes des ouvertures dans la contre-cloison périphérique seront traités par des L de jonction alu fournis et posés par le lot 02 Menuiseries extérieures.

4.2 TRAVAUX COMPRIS AU PRESENT LOT

- Voir Liste des interfaces :
 - La finition décorative.
 - Le nettoyage général.

5. ETENDUE DES TRAVAUX

5.1 RECEPTION DES SUPPORTS

Avant tout commencement d'exécution, l'Entrepreneur du présent lot est tenu de procéder à un examen détaillé de l'état des surfaces à traiter, afin d'en tirer tous les renseignements utiles pour la bonne exécution de ses travaux. Les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur du présent lot seront portées à la connaissance du Maître d'Œuvre et des entrepreneurs concernés.

Un état contradictoire sera dressé en présence de toutes les parties.

L'application d'enduit de peinture ou de teinture vaudra acceptation du support.

5.1.1 Prescriptions de mise en œuvre

Les produits parviendront sur le chantier dans des récipients clos comportant les marques d'origine et d'identification. Dans le but de parvenir à une prestation parfaite, l'ensemble du chantier sera soumis à l'assistance technique du fabricant. Les indications du présent CCTP n'ont pour but que de déterminer l'aspect, la qualité, le produit à appliquer et les garanties minimales qu'elles doivent comporter. L'entrepreneur appliquera intégralement le système préconisé par le fabricant et ne devra en aucun cas, en dehors des opérations de dilution prescrites, modifier la composition des produits.

D'une manière générale, l'exécution des travaux ne débutera qu'après libération des lieux par les autres entreprises (sauf celles intervenant après peinture) et sera réalisée dans des conditions atmosphériques et d'hygrométrie définies au DTU.

Les appareils de climatisation ou autres s seront déposés par lot CVC de façon que toutes les parties soient atteintes par les diverses couches de peinture. Les rebouchages aux emplacements particulièrement soignés.

Des assemblages, lames de paumelles, etc.... seront Tous les ouvrages préparatoires et rechapissages nécessaires à l'exécution de travail soigné seront exigés sans qu'une plus-value de prix ne puisse être réclamée.

La mise en œuvre sur les différents supports (plâtre, maçonnerie, bois, métaux, etc....) sera conforme au DTU.

5.1.2 Choix des teintes

Les différentes teintes employées seront définies par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre. L'entrepreneur du présent lot devra se conformer à la palette des couleurs donnée par celui-ci ainsi que l'exécution des surfaces témoins. Les tons retenus seront présentés sur les palettes et conservés comme témoins du Bureau de Chantier.

L'architecte se réserve la possibilité de faire exécuter différentes teintes (polychromie) sans aucune modification du prix forfaitaire convenu en accord avec le Maître d'Ouvrage, il aura le droit, quel que soit le degré d'avancement des travaux, à vérifier au moyen d'analyses, la qualité des matériaux employés. Si celle-ci se révélait mauvaise, les travaux seraient détruits et refaits entièrement aux frais de l'entrepreneur.

Pour permettre le contrôle, chaque couche aura une tonalité distincte de celle qui précède et de celle qui suit. Tous les travaux non exécutés conformément à cette règle seront considérés comme nuls, les teintes étant définies avant tout début d'exécution suivant la tonalité de la couche finale.

5.1.3 Débullage des ouvrages béton recevant un revêtement de peinture

Conformément au DTU de peinture, l'enduit de débullage sera exécuté par l'entrepreneur du Lot GROS-ŒUVRE à l'aide d'un produit de ragréage agréé.

5.1.4 Impressions

Les menuiseries bois seront imprimées sur le chantier après approvisionnement par le Menuisier. Pour les ouvrages métalliques en menuiserie ou serrurerie, la première couche d'antirouille sera exécutée par les entrepreneurs des lots respectifs. La deuxième couche d'antirouille sera due par le présent lot qui prendra à sa charge tous les travaux nécessaires de brossage, dégraissage, raccords antirouille éventuels à effectuer avant l'application de cette deuxième couche. Le titulaire du présent lot devra se mettre en rapport, pour le choix de la peinture antirouille, avec les titulaires des lots correspondants pour la compatibilité de l'antirouille avec les couches de finition.

5.1.5 Préparation des subjectiles

L'entrepreneur devra comprendre dans ses prix unitaires toutes les préparations et apprêts nécessaires aux subjectiles qu'il aura à peindre. Sauf prescriptions contraires dans le courant du présent devis, il devra prévoir entre autres :

- ✓ Sur béton, enduits et dérivés : brossage et époussetage
- ✓ Sur plâtre et dérivés : égrenage et époussetage
- ✓ Sur bois indigène et dérivés : brossage et époussetage
- ✓ Sur bois exotique et dérivés : brossage, époussetage, dégraissage
- ✓ Sur fer et dérivés : dégraissage, brossage, retouche de peinture antirouille, époussetage
- ✓ Sur cuivre : brossage et époussetage
- ✓ Sur surfaces prépeintes en usine : lessivage si nécessaire, époussetage

L'entrepreneur devra en outre comprendre tous les ponçages nécessaires entre chaque couche d'apprêt et de peinture ainsi que les différentes teintes de peintures (avec rechampissages nécessaires) suivant échantillonnages arrêtés par le Maître d'Œuvre.

5.1.6 Raccords de finition

Les entreprises étant amenées à travailler ensemble, aucune plus-value ne sera accordée à l'entrepreneur du présent lot pour raccords nécessaires occasionnés par l'intervention des autres corps d'état et en particulier :

- ✓ Raccords après repose des climatiseurs
- ✓ Raccords après pose de la quincaillerie intérieure
- ✓ Raccords après pose du petit appareillage électrique

De manière générale, l'entrepreneur est tenu de surveiller l'état de ses ouvrages et de signaler au Maître d'Œuvre le ou les entrepreneurs responsables de dégradations des peintures ou tentures, notamment pour intervention après peinture.

Afin d'anticiper et d'éviter des conflits, il est prévu trois phases de raccords de finition générale de l'ensemble du lot peinture et de nettoyage dans l'offre de prix à la demande des maîtrises d'ouvrage et d'œuvre :

- ❖ **Phase 1 : au moment des OPR.**
- ❖ **Phase 2 : avant la réception des ouvrages une fois toutes les réserves levées.**
- ❖ **Phase 3 : à la mise en service des locaux.**

5.1.7 Qualité de l'exécution

L'entrepreneur sera dans tous les cas responsables de l'exécution de son travail et du résultat de ce travail, quels que soient les produits et les marques employés, même préconisés par l'architecte. Il est tenu de prendre connaissance complète du présent document et d'en respecter chaque clause. Il est tenu de consulter les responsables des corps d'état précédents, afin d'être renseigné sur les ouvrages destinés à être peints. Avant exécution de son travail, il devra s'assurer de la bonne tenue des subjectiles et signaler tout ce qu'il estime impropre à l'exécution de son travail. Il fera alors effectuer un contrôle en présence des entrepreneurs incriminés, afin de déterminer à qui incombent les travaux supplémentaires. Sans remarque de sa part, l'entrepreneur de peinture devra l'exécution de tous les enduits ou travaux nécessaires, afin d'obtenir une finition conforme à celle

exigée par les règles de l'art. Les travaux à réaliser par l'entreprise dans le cadre de son marché sont essentiellement les suivants :

- Peintures
- Nettoyage de fin d'installation

Les dimensions indiquées sur les plans architecte sont données à titre indicatif et pourront être adaptées en fonction des contraintes de fabrication, dans la mesure où ces derniers respectent les contraintes réglementaires, fonctionnelles et de surfaces préconisées.

5.2 PEINTURE

Pour le parfait déroulement du chantier, les interfaces entre les différents corps d'état, porteront entr'autres sur les points suivants :

- Réception des subjectiles : Avant tout commencement d'exécution, l'Entrepreneur procédera à un examen des subjectiles pour vérification de leur conformité avec les prescriptions du C.C.T.P. et du D.T.U. N° 59.1. Les réserves éventuelles seront consignées dans un procès-verbal établi contradictoirement avec l'Entrepreneur ayant exécuté le subjectile, sous l'arbitrage du Maître d'œuvre qui décidera, éventuellement, des réfections à effectuer avant l'intervention de l'Entrepreneur de peinture. La réception des subjectiles sera alors prononcée et l'Entrepreneur ne sera plus admis à faire des réserves, sauf pour vices cachés, lesquels seront reconnus suivant la même procédure. Le Maître de l'Ouvrage ou l'Entrepreneur pourront demander éventuellement l'assistance technique du ou des Fournisseurs de produits de peinture. S'il n'a pas été procédé à cette réception, l'Entrepreneur sera considéré comme ayant accepté les subjectiles.
- Les impressions et traitements : D'une façon générale, les impressions de peinture sur les menuiseries bois seront exécutées par l'Entrepreneur de peinture, et les impressions de peinture contre la corrosion des parties métalliques, par l'Entrepreneur des fournitures métalliques, tuyauteries exceptées. L'Entrepreneur de peinture se mettra en rapport avec l'Entrepreneur de menuiserie afin de procéder à l'impression des ouvrages en temps voulu, après vérification par le Maître d'Œuvre. Dans les locaux techniques, une attention particulière est requise pour les traitements antibactériens, insecticides, fongicides, hydrofuges et anti-bleuissements (lot n° 05).

5.2.1 Protections avant mise en œuvre

Avant tout commencement des travaux, le présent entrepreneur devra effectuer, à ses frais, des protections efficaces de tous les appareils ou revêtements mis en œuvre par les autres corps d'état et dont l'aspect fini ne nécessite pas l'application de peinture (bâches et toiles, encollage des verres, bandes adhésives, vernis pelables, etc.).

Ces protections sont nécessaires, en particulier pour les appareils sanitaires, la robinetterie, les divers revêtements de sol, les pièces de quincaillerie, les éléments de vitrerie miroiterie, les menuiseries extérieures, les menuiseries intérieures, les portes stratifiées, les luminaires, les appareillages électriques, le mobilier, etc...

En fin de travaux, l'entrepreneur devra la dépose de toutes ces protections ainsi qu'un nettoyage soigné de toutes les parties apparentes ayant ou non reçu une protection.

Fourniture et pose et dépose des protections des ouvrages finis, y compris scotchs, colle et toutes sujétions.

Localisation : Tous les locaux

Type de métré : au forfait

5.2.2 Peinture bureaux

5.2.2.1 Cloisons

Fourniture et application de peinture en deux couches, y compris ébrasements, préparation du support, égrenage, lissage, enduisage, brossage, sur les cloisons ou complexe isolant en plaques de plâtre, ébrasements, retours, et toutes sujétions.

Finition A (soignée) planes, lisses et toujours exemptes de défaut. Finition satinée, teinte à définir.

Localisation : RC01, RC02, RC03, RC05, RC09, RE05, RE07, RE09, R002, R040, R101, R102, R113, R115, R116, R117, R118, R119, R120, R121, R122, R123, R125 et R126

Type de métré : au m²

5.2.2.2 Plafonds

Fourniture et application de peinture en deux couches, sur plaques de plâtre BA13, y compris préparation du support égrenage, brossage, primaire, sur les plafonds en plaques de plâtre, soffites et toutes sujétions.

Finition A (soignée) planes, lisses et toujours exemptes de défaut. Teinte BLANCHE à définir.

Localisation : R040, R113 et R123

Type de métré : au m²

5.2.2.3 Portes, trappes et huisseries sur supports neufs

Fourniture et application sur supports neufs de peinture glycérophthalique satinée en 3 couches sur les huisseries en bois des portes et châssis y compris égrenage, primaire, brossage, ponçage entre couches, travaux préparatoires et toute sujétion.

Finition A (soignée) planes, lisses et toujours exemptes de défaut. Teinte à définir.

Localisation : M18, M19, M20, M21, M22, M29, M30, M31, M36, M37, M38, M39, M40, M41 et M42.

Pour les trappes, se reporter aux plans des lots 03 CVC et 04 ELEC.

Type de métré : m²

5.2.2.4 Portes et huisseries sur supports existants

Fourniture et application sur une face des supports existants de peinture glycérophthalique satinée en 3 couches sur les huisseries en bois des portes et châssis y compris égrenage, primaire, brossage, ponçage entre couches, travaux préparatoires et toute sujétion.

Finition A (soignée) planes, lisses et toujours exemptes de défaut. Teinte à définir.

Localisation :

■ RC09/RG06 : Façades de placard	■ RC01/RG02 : 1 Porte	■ RC01/RG03 : 1 Porte
■ RC09/RG11 : Façades de placard	■ RC01/R077 : 1 Porte	■ RC01/R074 : 1 Porte
■ RC03/RG01 : 1 Porte	■ RC01/R076 : 1 Porte	■ RC01/R072 : 1 Porte

Type de métré : m²

5.2.3 Peinture technique

5.2.3.1 Cloisons

Fourniture et application de peinture spéciale antibactérienne type DEPRO SALISTOP ou similaire, en deux couches, y compris ébrasements, préparation du support égrenage, brossage, application d'un primaire conforme à la peinture alimentaire, et toute sujétion.

Finition A (soignée) planes, lisses et toujours exemptes de défaut. Teinte à définir.

Localisation : R100, R103, R104, R105, R106, R107, R108, R109, R110, R112, R114 et R124

Type de métré : au m²

5.2.3.2 Plafonds

Fourniture et application de peinture spéciale antibactérienne type DEPRO SALISTOP ou similaire, en deux couches, sur plaques de plâtre BA13, y compris préparation du support égrenage, brossage, primaire, sur les plafonds en plaques de plâtre en plaques de plâtre, soffites, et toutes sujétions.

Finition A (soignée) planes, lisses et toujours exemptes de défaut. Teinte BLANCHE.

Localisation : R104, R105 et R124

Type de métré : au m²

5.2.3.3 Portes, trappes et huisseries sur supports neufs

Fourniture et application sur supports neufs de peinture spéciale antibactérienne type DEPRO SALISTOP ou similaire, en 3 couches sur les huisseries en bois des portes et châssis y compris égrenage, brossage, ponçage entre couches, travaux préparatoires et toute sujétion.

Finition A (soignée) planes, lisses et toujours exemptes de défaut. Teinte à définir.

Localisation : M01, M02, M03, M04, M05, M06, M08, M11, M12, M17, M32, M35, M43 et M44

Pour les trappes, se reporter aux plans des lots 03 CVC et 04 ELEC.

Type de métré : m²

5.2.3.4 Portes et huisseries sur supports existants

Fourniture et application sur supports existants de peinture spéciale antibactérienne type DEPRO SALISTOP ou similaire, en 3 couches sur les huisseries en bois des portes et châssis y compris égrenage, brossage, ponçage entre couches, travaux préparatoires et toute sujétion.

Finition A (soignée) planes, lisses et toujours exemptes de défaut. Teinte à définir.

Localisation : R100/RG07 : Façades de placard

Type de métré : m²

5.3 NETTOYAGE

Mise en œuvre d'un nettoyage de fin de chantier, intervenant en trois phases comprenant :

- Nettoyage/lessivage :
 - les carrelages et revêtements de sols divers
 - les revêtements verticaux de toutes natures des murs
 - Les accessoires de quincaillerie
 - les appareils sanitaires et leurs robinetteries
 - l'appareillage électrique, y compris luminaires
 - les vitres et glaces aux 2 faces
 - les feuillures des menuiseries
- Désinfection des sanitaires,
- Evacuation des déchets et résidus et dépoussiérage/balayage/aspiration,
- Nettoyage des diverses salissures (traces de colles, de peinture...)
- Dégraissage/grattage/lavage des vitres et des rebords de fenêtres
- Remise en état des sols (parquets, carrelages, sols PVC...), balayage et lavage à la serpillère
- Dépoussiérage et le nettoyage des placards
- Aération du bâtiment.

- ❖ **Un premier nettoyage global sera réalisé au moment des OPR.**
- ❖ **Un second nettoyage sera réalisé avant la réception des ouvrages une fois toutes les réserves levées**
- ❖ **Et un troisième sera réalisé lors de la mise en service des locaux.**

Ils seront réalisés conformément aux prescriptions du D.T.U. N° 59.1.

Localisation : toutes les surfaces

Type de métré : forfait